

Distr.

LIMITEE

MULPOC/YAO/CE/XI/5

16 Janvier 1989

Original :

FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre Multinational de Programmation
et d'Exécution de Projets pour l'Afrique
Centrale I (MULPOC de YAOUNDE)

Onzième Réunion Ordinaire du Comité des Experts

MALABO, 1 - 4 Mars 1989

5. RAPPORT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL
POUR L'ANNEE 1988

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME
DE TRAVAIL POUR L'ANNEE 1988 ET ACTI-
VITES CONNEXES

INTRODUCTION

1. Jusqu'aux Xèmes réunions, la périodicité des assises ordinaires des organes directeurs du MULPOC a eu lieu sur une base annuelle par une décision du Conseil des Ministres prise lors de sa dixième session ordinaire, les réunions du Comité des Experts et du Conseil des Ministres se tiennent désormais tous les deux ans. Cette décision a été motivée par un souci d'harmonisation avec les autres MULPOCs d'une part, et pour permettre au MULPOC de disposer de beaucoup plus de temps pour exécuter les activités inscrites à son programme de travail d'autre part ; il a été en effet constaté que douze mois constituaient une période trop courte pour l'exécution du programme de travail car, indépendamment de la crise financière que connaît le MULPOC depuis quelques années, certaines situations indépendantes de la volonté du MULPOC, obligeaient les responsables à reporter sur l'exercice suivant, d'importantes activités.
2. Les Ministres avaient également décidé qu'à la première année de chaque biennium, un comité de suivi se réunirait pour évaluer l'exécution du programme de travail à mi-parcours. Les Etats membres seraient représentés par leurs représentants diplomatiques au Cameroun et par les délégués qui viendraient éventuellement des pays.
3. En exécution de ces nouvelles dispositions, le MULPOC de YAOUNDE a tenu sa première réunion du Comité de Suivi du 14 au 18 Mars 1988 à YAOUNDE.
4. La décision des Ministres étant intervenue en avril 1987, en pleine exécution du Programme de travail 1986 - 1987, la première session du Comité de Suivi s'est penchée sur les activités de 1987, fin du biennium passé - le rapport du Comité de Suivi a été distribué.
5. Le MULPOC exécute actuellement le programme de travail du biennium 1988 - 1989. Le présent rapport a trait à l'exécution du programme de la première partie du biennium, c'est-à-dire, celui relatif à l'année 1988.

6. La particularité qu'il convient de souligner est le principe de programmation intégrée entre les Divisions substantives de la CEA et ses bras opérationnels que sont les MULPOCs. En effet, l'élaboration des budgets programmés n'est plus seulement basée sur l'exécution de l'exercice du budget biennal du Secrétariat général des Nations Unies, mais il a été également décidé que les activités contenues dans les différents programmes (Siège et MULPOC) soient intégrés en un seul pour refléter l'ensemble de la CEA, avec une responsabilité conjointe d'exécution par les Divisions substantives et les MULPOCs. Cette mise en commun des ressources financières et en ressources de la Commission Economique permet de mieux faire face à la crise d'une part et d'éviter les duplications enregistrées dans le passé d'autre part.

II. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'ANNEE 1988

7. Au cours de l'année 1988, la situation financière et en ressource humaine difficile que le MULPOC a connue ne s'est pas améliorée, tout au contraire, elle s'est dégradée.
8. Dans le cadre de la programmation pour le biennium 1988-1989, les activités suivantes ont été assignées au MULPOC durant l'année 1988, dans les secteurs prioritaires.

A. SECTEUR DU COMMERCE ET FINANCES

- Réalisation de l'étude sur le commerce frontalier non-contrôlé entre les Etats membres du MULPOC.

B. SECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

- i) Exécution de l'étude sur l'offre et la demande de produits agricoles et de l'élevage ; en particulier les produits vivriers, les produits marchands et sur les projections en vue de l'accroissement du commerce des produits dans la sous-région ;
- ii) Réalisation de l'étude relative au programme de sécurité alimentaire de la sous-région d'Afrique Centrale ;

- iii) Réalisation de l'étude sur les possibilités de coordonner la production et la distribution des dotations agricoles dans la sous-région.

C. SECTEUR DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

- i) Réalisation de l'étude sur l'incidence des coûts de transport sur les prix des produits importés dans les pays enclavés de la sous-région ;
- ii) Réalisation de l'étude visant à harmoniser les plans nationaux des réseaux de transports et le programme sous-régional de transports.

D. CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE CENTRALE

- Réalisation de l'étude sur les conditions économiques et sociales dans les pays de la sous-région.

E. PUBLICATIONS TECHNIQUES

- i) Transformation et commercialisation des ressources forestières dans la sous-région ;
- ii) Répertoire sous-régional CARIS pour les instituts de recherche agronomique ;
- iii) Base de données relatives aux informations commerciales dans la sous-région.

10. Au cours de l'année 1988, le MULPOC devait en outre :

- i) Fournir les services fonctionnels nécessaires aux réunions du comité de suivi ;
- ii) Fournir des services consultatifs aux communautés économiques d'Afrique du Centre telles que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) ; l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) ; l'Autorité de la Route Transafricaine ;

caine (ARTA) dans le cadre de l'exécution de leur programme de travail et dans l'identification des projets de coopération et d'intégration susceptible d'avoir des incidences positives sur les secteurs économiques essentiels identifiés dans le programme prioritaire et le programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA).

III. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES

11. Au cours de l'année 1988, le niveau des ressources mises à la disposition du MULPOC pour exécuter les activités inscrites au programme de travail est resté stable en termes nominaux.
12. Diverses possibilités peuvent être envisagées pour accroître les moyens de travail du MULPOC, notamment les contributions volontaires des Etats membres, la mise à la disposition du MULPOC des experts nationaux pour des études ponctuelles.
13. Les ressources humaines et financières dont a disposé MULPOC au cours de l'année 1988, sont les suivantes :

A. RESSOURCES HUMAINES

14. Pendant les 8 premiers mois de l'année 1988, les effectifs ont été les suivants :

1. Directeur
2. Economistes
1. Fonctionnaire chargé de l'administration et des finances
1. Agent chargé de la maintenance
1. Documentaliste
4. Secrétaires dont une secrétaire principale
1. Ronéotypiste
2. Chauffeurs
1. Agent chargé du courrier
1. Planton/Nettoyeur

15. A la suite de compression due aux contraintes budgétaires, 3 secrétaires, la documentaliste, le ronéotypiste et un chauffeur ont été séparés à la fin du Mois d'Août.
16. A l'heure actuelle, les effectifs disponibles au MULPOC sont les suivants :
 1. Directeur
 1. Economiste
 1. Fonctionnaire chargé de l'administration et des finances
 1. Agent chargé de la maintenance
 1. Secrétaire principale faisant fonction d'assistance administrative
 1. Secrétaire
 1. Agent du courrier
 1. Chauffeur
 1. Planton/Nettoyeur
17. Un deuxième poste d'économiste est prévue et servira au recrutement d'un agronome et une demande a été introduite à cet effet au Siège.
18. Parmi les postes disponibles au MULPOC, 4 seulement émergent au budget régulier du Secrétariat général, ce sont les postes du Directeur, de l'économiste et de la secrétaire principale ; les 6 autres sont financés sur ~~divers~~ fonds dont la durée est précaire.
19. En plus de ces effectifs, le MULPOC dispose d'un poste de Conseiller-Régional en matière d'état-civil. Les activités du Conseiller Régional couvrent les pays africains francophones.
20. Les efforts sont actuellement déployés au niveau du Siège à ADDIS ABEBA pour accroître les ressources humaines du MULPOC de YAOUNDE.

B. RESSOURCES FINANCIERES

21. Les ressources financières allouées au MULPOC n'ont pas connu d'augmentation depuis le biennium 1986-1987. Les fonds disponibles au budget régulier sont uniquement destinés au frais de fonctionnement du MULPOC.

Les activités opérationnelles inscrites au programme doivent par conséquent être financées sur des fonds extra-budgétaires, lesquels n'ont pas été régulièrement renouvelés à cause de la crise financière. Toutefois, des efforts sont déployés pour l'obtention des fonds extra-budgétaires, notamment dans le cadre de la prochaine Conférence des annonces de contributions pour le fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

22. Comme il a été rappelé en introduction, le MULPOC exécute aussi sur le terrain, des activités initiées par les Divisions substantives et ce, dans le cadre de la programmation biennale conjointe au niveau du secrétariat exécutif de la CEA.

IV. EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL 1988 ET ACTIVITES CONNEXES

23. Du fait de la modicité des moyens, insuffisance des ressources humaines et insuffisance des ressources financières, les activités opérationnelles ont sensiblement pâti.
24. Les activités opérationnelles qui constituent la base de la coopération et de l'intégration économiques dans la sous-région ont fait l'objet d'élaboration de document de projet sans espoir de financement malgré les promesses reçues par ci par là.

1) Rapport du Comité de Suivi

25. Au cours du premier trimestre 1988, la première réunion du Comité de suivi a pris note du rapport d'activité du MULPOC pour l'année 1987. Le document a été distribué sous la côte CEA/MULPOC/YAO/CS/I/R/REV/1.

2) Programme de travail 1988

A. COMMERCE ET FINANCES

26. Dans le secteur du Commerce et des Finances, le MULPOC avait reçu pour mandat d'entreprendre une étude sur le commerce frontalier non enregistré entre les pays de la Sous-Région. Cette étude doit être entreprise en collaboration avec les consultants identifiés dans chaque Etat. La Note préliminaire

minaire y relative est présentée à ces assises sous la côte CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/7. Cette activité va être poursuivie au cours du biennium 1990-1991.

27. Un autre document est présenté sous ce secteur avec la côte CEA/MULPOC/YAO/CS/I/a1, relatif à la table ronde des opérateurs économiques de l'Afrique Centrale. Il convient de noter que la Table Ronde des Opérateurs économiques a été organisée en Octobre 1987, conjointement entre la CEEAC, la chambre de commerce, des mines et d'industrie du Cameroun. Le Secrétariat général de la CEEAC a présenté les conclusions de la Table Ronde au Sommet de KINSHASA, en Février 1988. Les chefs d'Etat ont décidé d'institutionnaliser la rencontre périodique entre opérateurs économiques de la Sous-Région.

B. AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

28. Dans le secteur de l'agriculture et du développement rural, le MULPOC devait exécuter trois activités au cours de l'année 1988.

i) L'étude relative à l'offre et à la demande de produits agricoles et de l'élevage, en particulier les produits vivriers, les produits marchands et sur les projections en vue de l'accroissement du Commerce des produits dans la Sous-Région. Les termes de référence de cette étude sont proposés dans le document portant la côte ECA/MULPOC/YAO/CE/XI/10, qui a été distribué.

ii) L'étude relative au programme de Sécurité alimentaire de la Sous-Région. S'agissant d'un programme, des activités sont prévues pour l'exécution. Le document portant la côte CEA/MULPOC/YAO/CE/XI/9 est le rapport du Séminaire qui a été organisé conjointement par le MULPOC et la Division CEA/FAO sur les maladies et insectes parasites des cultures vivrières et le contrôle des pertes après récolte dans la Sous-Région. Ce Séminaire est le début d'une série d'activités qui vont être réalisées pour la mise en

place du programme de sécurité alimentaire dans la sous-région.

iii) L'étude relative aux possibilités de coordonner la production et la distribution des dotations agricoles dans la sous-région.

29. Les termes de référence de cette étude sont proposés dans le document CEA/MULPOC/YAO/CE/IX/11.

C. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

30. Des trois études inscrites au programme de travail du MULPOC, une seule est en cours d'exécution, à savoir l'étude relative à l'incidence des coûts de transport sur les prix des produits importés par les pays enclavés de la sous-région, étude dont le rapport intérimaire vous est proposé sous la cote CEA/MULPOC/YAO/CE/IX/13.

D. INDUSTRIE

31. Une note d'information relative à l'étude sur la stratégie d'intégration industrielle en Afrique Centrale I a été distribuée et porte la cote CEA/MULPOC/YAO/CE/IX/15.

E. RESSOURCES HUMAINES

i) Etude sur le renforcement de la coopération entre les institutions d'enseignement supérieur dans la sous-région.

32. Cette étude pour laquelle un consultant a été identifié devait connaître un début de réalisation au cours de cette année. Les termes de référence de l'étude portent la cote CEA/MULPOC/YAO/CE/IX/18.

ii) Programme d'intégration de la femme au processus de développement.

33. Ce programme dont le financement est arrivé à terme le 31/12/1987 fait l'objet de nouvelles propositions dans le sens d'une plus grande assise sur le terrain. Le rapport final du programme et quelques orientations vous sont proposées dans le document CEA/MULPOC/YAO/CE/IX/19.

V. ASSISTANCE AUX ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

34. Dans le cadre de ses activités, le MULPOC doit assister les organisations intergouvernementales de coopération et d'intégration économiques dans la sous-région. C'est dans cette optique que le MULPOC de YAOUNDE a poursuivi, dans la mesure de ses moyens tout au long de l'année 1988, sa collaboration avec les groupements sous-régionaux de coopération socio-économique ci-après :

a/ Communauté Economique des Etats de l'Afrique
Centrale (CEEAC)

35. Avec la mise en place du Secrétariat général de la CEEAC, le MULPOC a pu prendre une part active dans l'exécution du programme d'action que les Chefs ont assigné au Secrétariat général de la Communauté. C'est ainsi que le MULPOC a participé à toutes les réunions des Comités techniques et de la Commission consultative qui se sont déroulées en 1988 et également aux travaux du 4ème Sommet tenu à KINSHASA en Février 1988.

36. Le MULPOC se propose d'assister le Secrétariat général de la CEEAC dans l'exécution du projet d'assistance multisectoriel soumis au financement du PNUD dans le cadre du 4ème cycle de programmation et dont la CEA est l'Agence d'exécution principale ; dans cet esprit des séances de travail entre la CEEAC et le MULPOC sont prévues.

37. L'un des résultats probants de la coopération entre le Secrétariat général de la CEEAC et le MULPOC constitue certainement la décision du 4ème Sommet de la CEEAC à KINSHASA d'institutionnaliser les réunions de la Table Ronde des opérateurs économiques en Afrique Centrale.

b/ Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale
(UDEAC)

38. L'accord de coopération signé entre l'UDEAC et le MULPOC fonctionne à la satisfaction des deux parties. Le MULPOC a participé aux travaux des Comités de direction de l'UDEAC tenus à BANGUI en Juillet 1988 et à YAOUNDE en décembre de la même année, suivis du Conseil des Chefs d'Etat à YAOUNDE.

c/ Conférence des Administrations des Postes et Télécommunications
en Afrique Centrale - (CAPTAC)

39. Le MULPOC de YAOUNDE coopère de manière étroite avec la CAPTAC dans la mesure où le Centre sert de liaison entre la CAPTAC et la division des transports de la CEA, notamment dans le suivi de l'exécution des projets de la Décennie des transports et communications, projets relatifs aux Postes et Télécommunications.
40. Le MULPOC a également contribué aux différents étapes des négociations qui ont conduit à la décision des Chefs d'Etat de la CEEAC d'octroyer à la CAPTAC le statut d'agence spécialisée de la CEEAC.

d/ Autorité de la Route Transafricaine (ARTA)

41. Le MULPOC s'intéresse aux activités de l'autorité de la route transafricaine LAGOS-MOMBASSA. Jusqu'à une époque récente le MULPOC représentait la CEA à tous les travaux du Conseil d'Administration de l'ARTA.

C O N C L U S I O N

42. Deux handicaps majeurs, la modicité des ressources humaines et la médiocrité des ressources financières, sont à l'origine de la faible performance du MULPOC car aucune activité n'a été réalisée intégralement en 1988. Cependant il convient d'examiner ce problème lancinant des performances du MULPOC plus en profondeur
43. L'on est en droit de se demander si certaines activités ne sont pas surdimensionnées au regard de la structure interne du MULPOC. En outre, il serait utile de redéfinir de manière plus précise les objectifs du MULPOC en privilégiant notamment les fonctions techniques et de recherche du Centre.

44. La conjoncture actuelle devrait inciter le Centre à des ambitions plus modestes par exemple en donnant la priorité aux "desk studies" dans un premier temps. Mais cette approche ne peut se comprendre que dans la mesure où les Etats coopèrent franchement lorsqu'une information leur est demandée. Cela est possible si un correspondant chargé du dossier MULPOC est désigné au Ministère du Plan, Ministère de tutelle du Centre.